



**ATELIER DE DEVELOPPEMENT DES COMPETENCES DES
CHERCHEURS DES ORGANISATIONS SYNDICALES
AFFILIEES A LA CSI-AFRIQUE DANS LE DOMAINE DE LA
POLITIQUE ECONOMIQUE ET SOCIALE**

LOME, 03-07 MAI 2010

RAPPORT GENERAL

Mai 2010

Sommaire

Avant propos	3
1. Contexte de l'atelier	4
1.1. Objectifs	4
1.2. Thèmes	4
1.3 Méthodologie	5
1.4 Participants.....	5
2 Déroulement des travaux.....	6
2.1. Déroulement du 1 ^{er} jour.....	6
2.2. Déroulement du 2 ^{ème} jour	12
2.3. Déroulement du 3 ^{ème} jour	15
2.4. Déroulement du 4 ^{ème} jour	20
2.5. Déroulement du 5 ^{ème} jour	24
3 Evaluation de l'atelier.....	27
3.1. Tour de table	27
3.2. Evaluation par questionnaire	27
Annexes	30
Annexe 1 : Liste des participants.....	31
Annexe 2 : Liste des personnes ressources de l'atelier.....	35
Annexe 3 : Agenda de l'atelier	36
Annexe 4 : Motion, Recommandations des participants.....	38
Annexe 5. : Questionnaire d'évaluation générale de l'atelier	40
Annexe 6. : Résultats de l'évaluation générale de l'atelier	41
Annexe 7 : Photo de famille	48

Avant propos

Depuis 2009, la CSI-Afrique, s'est engagée dans le cadre du projet «Renforcement des interventions dans le domaine de la politique économique et sociale» qui constitue une partie intégrante de son programme d'actions 2009-2012 et aussi dans des actions de renforcement de capacités de son Secrétariat et de ses affiliés dans le domaine de l'analyse des questions liées aux politiques commerciales, aux processus d'intégration et de leurs impacts sur les conditions de travail et les conditions de vie des populations en vue d'une analyse socio-économique pertinente et de la formulation de stratégies alternatives de développement aux politiques néolibérales.

Le premier atelier de ce processus dans le monde syndical francophone, centré sur le *«développement des compétences, dans le domaine de la politique économique et sociale, des chercheurs des organisations syndicales affiliées à la CSI-Afrique»*, s'est déroulé du 03 au 07 mai 2010, à FOPADESC, siège de la CSI-Afrique à Lomé au Togo, avec l'appui de SASK (Trade Union Solidarity Centre of Finland)

Au terme de l'atelier, vingt (20) personnes ont été initiées aux outils, méthodes et procédures de recherche, au concept de statistiques, et ont débattu des grandes thématiques d'ordre économique et sociale telles : les APE, l'OMC, les DSRP, les OMD, les politiques de promotion de l'emploi, les alternatives au néo-libéralisme, la gouvernance économique et les finances publiques, la gouvernance socioéconomique ..., tout ce dans le contexte syndical.

A l'issue des travaux, les participants ont pris l'engagement, conformément aux enseignements de l'atelier, d'œuvrer de pair avec la CSI-Afrique pour l'atteinte des objectifs poursuivis dans le cadre du projet et surtout de procéder dans les meilleurs délais, à la restitution dans leurs organisations syndicales respectives des résultats et conclusions des travaux de l'atelier en vue de l'opérationnalisation des actions du projet.

Le présent document qui retrace les différentes phases de l'atelier comporte trois parties et des annexes.

- La 1^{ère} partie consacrée au contexte de l'atelier, présente les objectifs, les thèmes débattus, la méthodologie adoptée et les participants.
- La 2^{ème} partie relate le déroulement des travaux de l'atelier.
- L'évaluation de l'atelier est présentée dans la 3^{ème} partie.

1. Contexte de l'atelier

1.1. Objectifs

Au total six objectifs ont essentiellement assignés à cet atelier, à savoir :

1. Informer et sensibiliser les participants sur, l'importance de la recherche syndicale en Afrique, et les méthodes et procédures de la recherche dans le domaine de la politique économique et sociale.
2. Initier les participants aux notions de statistiques élémentaires
3. Offrir un cadre de réflexion et de discussion aux participants sur les priorités de la recherche syndicale dans le domaine de la politique économique et sociale en Afrique
4. Informer et sensibiliser les participants sur la nécessité de l'implication des syndicats dans le suivi de la gouvernance des Etats, sur le plan économique, socio-économique et commercial
5. Offrir aux participants un cadre pour identifier des pistes de recherche syndicale dans le domaine de la politique économique sociale
6. Offrir l'opportunité à la CSI-Afrique de recueillir des informations sur les recherches syndicales réalisées par ses affiliés dans le domaine

1.2. Thèmes

Les participants à l'atelier ont été entretenus sur différents thèmes dans le cadre de sessions spécifiques articulées autour de communications et de travaux pratiques. Ces principaux thèmes sont :

- La recherche syndicale en Afrique : un atout pour l'action syndicale et la promotion du développement
- Les méthodes et procédures de recherche dans le domaine de la politique et économique et sociale
- Les priorités de la recherche syndicale en Afrique dans le domaine de la politique et économique et sociale
- Statistiques élémentaires pour les syndicats
- La gouvernance économique et les finances publiques : l'action syndicale pour la promotion de la gouvernance en Afrique
- La gouvernance socioéconomique et justice sociale en Afrique : l'action syndicale pour la promotion du développement et de la justice sociale en Afrique

- La gouvernance des Etats africains et les relations commerciales

Deux autres thèmes ont été abordés en hors-sessions par le Chargé du département de la Communication de la CSI-Afrique juste après son retour d'une formation de Turin et du Québec.

1.3 Méthodologie

L'atelier a été conduit selon une pédagogie active et participative. Les différents thèmes au programme des diverses sessions ont été présentés sous forme d'exposés et de travaux en groupes.

1.3.1. Outils didactiques

Des documents et synthèses des différentes présentations au programme de l'atelier ont été distribués à tous les participants. A la fin de l'atelier les supports électroniques sous forme de CD ont été également mis à la disposition des participants.

1.3.2. Encadrement technique

Une équipe de formateurs tous enseignants à l'université, spécialistes de divers aspects des thèmes de politique économique et de la protection sociale, ont assuré l'animation des différentes sessions du programme de l'atelier aux côtés du coordonnateur du projet, qui est lui-même spécialiste du domaine. Il faut également rappeler une présentation hors-session a été faite par le Chargé de Communication de la CSI-Afrique.

1.4 Participants

L'atelier a vu la participation de 20 chercheurs syndicaux et de 8 participants issus de personnel technique de la CSI-Afrique y compris le Secrétaire Général Adjoint.

Les vingt (20) chercheurs syndicaux présents sur les 22 invités, sont venus des pays de l'Afrique francophone en l'occurrence du Bénin, du Burkina Faso, du Burundi, du Cameroun, du Congo Brazzaville, de la Côte d'Ivoire, de la Guinée, du Gabon, du Mali, du Maroc, de la Mauritanie, du Niger; de la République Démocratique du Congo, de la République Centre Africaine, du Rwanda, du Sénégal, du Tchad et du Togo.

Il s'agit, en effet des chercheurs ou cadres syndicalistes impliqués, dans le suivi des questions de politique économique et sociale, dans les activités de recherche sur ces questions et, dans l'administration des structures de recherche au sein des centrales syndicales affiliées de la CSI-Afrique. Il s'agit de praticiens syndicalistes ayant une expérience dans la conduite des activités de recherche au niveau du mouvement syndical africain. La liste des participants est présentée en annexe 1.

2 Déroulement des travaux

2.1. Déroulement du 1^{er} jour

Session 1 : Ouverture

En session 1 au programme, les travaux de l'atelier de développement des compétences des chercheurs des organisations affiliées à la CSI-Afrique dans le domaine de la politique économique et sociale ont débuté le 03 mai 2010 à 9 heures 10 minutes par la Cérémonie d'ouverture présidée par le Responsable du Département Renforcement de l'Organisation, Monsieur ALIHONOU Zingan, représentant le Secrétaire Général de la CSI-Afrique. Deux allocutions ont ponctué cette cérémonie d'ouverture.

La première, celle du Représentant du Secrétaire Général de la CSI-Afrique qui après son mot de bienvenue a énoncé l'objectif général de l'atelier qui est de «contribuer à l'amélioration de la politique économique et sociale durable centrée sur l'homme».

Juste après son mot de bienvenue, le Représentant du Secrétaire Général de la CSI-Afrique, Monsieur ALIHONOU, un tour de table a été fait pour la présentation de tous les participants.

La seconde allocution, celle de Monsieur LAWSON-BODY Boèvi Kouglo, Responsable du département de politique économique et sociale de la CSI-Afrique et Coordonnateur du projet Renforcement des interventions de la CSI-Afrique dans le domaine de la politique économique et sociale, qui après avoir relevé l'importance de la session de formation pour les organisations syndicales des pays francophones, a présenté les orientations générales de l'atelier en évoquant successivement les six (06) objectifs spécifiques qui doivent permettre à la CSI-Afrique d'avoir dans trois ans (2010-2012) des chercheurs chevronnés intervenant dans le dialogue social pour le bien-être de tous travailleurs.

Pour le responsable du département de politique économique et sociale, il s'agit d'offrir un cadre pour l'identification des pistes de recherches et surtout permettre de recueillir des informations sur les recherches réalisées dans par les centrales syndicales africaines. L'exploitation de toutes ces informations, permettra, selon l'orateur de mieux réaliser la lutte syndicale.

Après l'adoption du programme l'atelier, et la communication des informations pratiques, le Représentant du Secrétaire Général de la CSI-Afrique a déclaré ouvert les assises de l'atelier de développement des compétences des Chercheurs des syndicats affiliés à la CSI-Afrique.

Une pause café s'est en suit à 9 heures 58 minutes, pause au cours de laquelle les participants ont pris une photo de famille en vue d'immortaliser l'événement.

Après la pause, les travaux proprement dit ont commencé. Pour la direction des travaux de l'atelier, les participants ont démocratiquement choisi la Camarade Antoinette AKOAN de la confédération Syndicale des Travailleurs du Cameroun (CSTC) comme présidente. Elle sera aidée par les Camarades Jean Paul GUELI de l'Union Nationale de Syndicats Indépendants du Togo (UNSI) à et de Moussa DOUMBIA de la Confédération Syndicale des Travailleurs Maliens (CSTM) pour l'élaboration des rapports de cette journée.

Session 2 : La Recherche Syndicale en Afrique : un atout pour l'action syndicale et la promotion du développement.

Module1 : Importance de la Recherche Syndicale en Afrique.

Ce module a été présenté par Monsieur Kouglo LAWSON-BODY, animateur principal de la session. Dans son exposé clair avec des exemples concrets à l'appui, l'orateur a démontré l'importance de la recherche en Afrique. Il a ensuite parlé des défis de développement pour la CSI-Afrique entre autres : la faiblesse du poids de la CSI-Afrique (16 million de membres soit moins de 4% de la population active en Afrique.), la faiblesse et la petitesse des organisations affiliées, la prolifération et la fragmentation du mouvement syndical particulièrement au niveau national, le manque de moyens financiers et logistiques pour les organisations ainsi que la faiblesse du dialogue social ; la corruption et la violation des droits humains et syndicaux; l'étendue de la pauvreté et la précarité des travailleurs, le chômage et le sous emploi vécus au quotidien par la jeunesse...

Monsieur LAWSON-BODY a ensuite présenté, le programme d'action, de la CSI-Afrique articulé autour de 5 axes stratégiques à savoir :

1. Défendre et promouvoir les droits humains et des travailleurs ;
2. Promouvoir l'égalité et la protection sociale ;
3. Renforcer l'organisation ;
4. Renforcer les interventions dans le domaine de la politique économique et sociale ;
5. Restructurer les services administratifs, financiers et généraux.

Selon l'orateur, la voie à suivre pour l'exécution du programme d'action est marquée par des projets concrets identifiés par le Conseil Général de la CSI-Afrique. Pour l'axe stratégique n°4, « Renforcer les interventions dans le domaine de la politique économique et sociale »; l'atelier de développement des compétences des chercheurs syndicaux, constitue une des activités du projet 4 « *Renforcer les interventions de la CSI-Afrique dans le domaine de la politique économique et sociale pour la période 2009-2012* ».

L'orateur a passé en revue les objectifs du projet4, sans oublier les 8 huit résultats attendus et le plan de travail avec un chronogramme précis.

Pour ce concerne les objectifs, le projet devra, conformément au plan stratégique, contribuer à des politiques économiques et sociales nationales qui mettent l'homme au centre, qui assureront une croissance durable et conduiront à une réduction effective de la pauvreté.

De manière générale, à terme, la capacité des affiliées de la CSI-Afrique à élaborer des politiques économiques et sociales efficaces et à participer à des structures de dialogue social sera renforcée.

Les huit (08) résultats attendus du projet sont ainsi libellés :

- A. Inventaire des recherches effectuées par les affiliés et les centre de recherche syndicaux en Afrique ;
- B. Evaluation du monde académique et des institutions de recherches dans le domaine du réalisé ;
- C. Accords cadre entre les syndicats, les universités et les institutions de recherche sur une collaboration renforcée ;
- D. 50 chercheurs formés et capables de produire des résultats de leurs recherches pratiques sur des questions sociales et économiques prioritaires pour les travailleurs et les syndicats ;
- E. Des documents reflétant la position syndicale et comportant des alternatives aux politiques néolibérales ;
- F. Des documents de politique visant à promouvoir et à plaider pour le travail décent ;
- G. Rapports de recherche sur des questions d'intégration économique ;
- H. Rapports de recherche sur différentes questions commerciales ;

Module 2 : La recherche syndicale en Afrique : un atout pour l'action syndicale et la promotion du développement

L'orateur, Monsieur LAWSON-BODY a introduit son exposé par un certain nombre de constats: la mondialisation un nouvel ordre économique basé sur le binôme cout-efficacité avec des effets pervers pour les travailleurs ; le rythme rapide des échanges grâce à la technologie dont les implications et les résultats sont la privatisation, la libéralisation monétaire et financière, la pauvreté, le chômage, la réduction, la précarisation, l'informalisation...

Après avoir indiqué tout ce que les travailleurs regroupés dans les syndicats doivent faire pour influencer les autres forces que sont l'Etat et le Capital. Il a mis l'accent sur

les valeurs à respecter par les syndicats pour assumer leur rôle (liberté, indépendance, maîtrise de la politique socio-économique, défense des intérêts des travailleurs et des pauvres, promotion de l'unité d'action syndicale, promotion de la justice social...). Il s'est appesanti sur le fondement de la recherche syndicale (plaidoyer ; négociation, DS) ; les institutions de recherche internationale (BIT ; Global Union, Research Network - Réseau de recherche- ALEN, ALRN...) et a donné quelques orientations nouvelles (crise de standard de consommation, crise énergétique, crise géopolitique pour ne citer que celles-là). Il a conclu ce 2^e module par un appel aux chercheurs à saisir des opportunités pour faire avancer un développement basé sur les valeurs de justice sociale et d'équité.

Un débat enrichissant a permis aux participants et à l'orateur d'échanger et d'identifier les pistes pour la mise en place d'un véritable réseau de chercheurs francophones de la CSI-Afrique. Les thèmes débattus ont trait aux problèmes qui minent les organisationnels syndicales en Afrique entre autres la mobilisation des ressources financières, matérielles et humaines, le manque de visions ou d'orientations stratégiques...

Deux groupes de travail ont été constitués et se sont tous deux penchés sur les questions suivantes :

- 1- Quelle est l'importance de la recherche au sein de votre Centrale ?
- 2- Quelles sont les opportunités et menaces de recherche dans votre Centrale ?
- 3- Comment vous avez essayé dans votre centrale de relier la recherche syndicale aux questions de développement sur le plan national, régional ou mondial ?

Juste après les travaux de groupe, les travaux de la session suspendus à 13heures pour la pause déjeuner.

Les travaux ont repris dans l'après midi par la restitution des travaux de groupe. Tour à tout, les rapporteurs des Groupe 1 et 2 ont présenté les fruits de leurs travaux et qui ont été validés par la plénière. L'attention des participants a été attirée sur les exemples concrets de recherches syndicales et leurs impacts sur les travailleurs.

La conclusion principale à l'issue de cette session 2 est qu'en faisant de la recherche, on peut transformer les menaces en opportunités.

Session 3 : Les méthodes et procédures de recherche : Partie I

Les travaux se sont poursuivis avec la session3 « Les méthodes et procédures de recherche Partie I », structurée en trois modules présentés par le Professeur Akoété E. AGBODJI, Chef du Département des Sciences Economiques à l'Université de Lomé.

Module 1 - Le concept de recherche et les types de recherche

Au cours de ce module, le Professeur AGBODJI a précisé que :

- faire de la recherche, c'est apporter une valeur ajoutée à ce qui existe déjà. C'est également faire avancer les connaissances de l'intérêt de mener une recherche scientifique.
- la différence entre la recherche fondamentale et la recherche appliquée s'explique par le fait que la première est une recherche en laboratoire alors que la seconde est axée sur la vérification des théories, des effets macroéconomiques ou des comportements des acteurs économiques

En soulignant que l'objet de la recherche appliquée aux sciences sociales est d'expliquer le comportement des agents économiques et de soumettre les conclusions théoriques aux tests sur la base d'observations empiriques, le communicateur indiqua qu'il s'agit de s'interroger sur un certain nombre de questions qui sont entre autres :

- Quel est le sujet de recherche ?
- Quelle importance scientifique et sociale présente la recherche ?
- Quels sont les objectifs ?
- Quelles sont les hypothèses à tester ?
- Quels sont les résultats escomptés ?

Module 2 - L'élaboration d'une proposition de recherche : Directives générales

Le module 2 a permis de mettre un accent particulier sur les points nécessaires pour l'élaboration d'une bonne proposition de recherche :

- une introduction, du contexte à la problématique : il s'agit d'aborder le sujet avec la présentation de faits stylisés pour montrer le phénomène qui est à étudier ; contextualiser le sujet et montrer le lien du thème avec un ou plusieurs aspects de la vie en société et énoncer la problématique ;
- une formulation des objectifs et des hypothèses généraux pour spécifier de façon concise ce qu'on entend faire d'où la possibilité de formuler des objectifs spécifiques pour expliciter l'objectif général ;
- l'adoption d'une méthodologie, étape très importante ; il est indispensable de trouver une approche méthodologique répondant à la question de recherche et des outils théoriques et/ou empiriques permettant de parvenir aux objectifs. Cette approche peut-être tirée des travaux antérieurs, d'autres travaux de recherche ou d'autres approches d'analyse etc....

Module 3 - Notions de base sur les modèles de recherche

Ce module 3 a permis de mettre en exergue deux grandes démarches pour les modèles de recherche à savoir :

- La *démarche inductive* qui, sur la base d'observations collectées, on va à une généralisation et à la formulation des conclusions théoriques ;

- La *démarche déductive* qui, par opposition, part des conclusions théoriques, à la formulation des hypothèses et à la vérification de la véracité desdites hypothèses. Cette démarche a été jugée par le communicateur comme étant plus cohérente.

Les questions de compréhension qui étaient au centre des débats après les exposés avaient trait à :

- La possibilité de disposer d'une démarche médiane
- Les conseils du communicateur dans le cadre syndical
- Comment déterminer l'échantillon dans le cadre syndical
- La possibilité de faire de la recherche sans statistique
- La technique appropriée que le communicateur peut conseiller entre autres.

Le communicateur AGBODJI, appuyé par le responsable principal de l'atelier et les spécialistes de la recherche au nombre des participants ont apporté des réponses satisfaisantes à ces différentes préoccupations.

Module 4 – Travaux pratiques

Les travaux pratiques qui ont suivi les débats portaient sur les consignes de travaux suivants :

Formuler la problématique, un objectif général et au moins deux objectifs spécifiques des quatre (4) sujets suivants :

- 1- Relations entre dépenses publiques et pauvreté en milieu syndical
- 2- Impact des privatisations sur l'emploi
- 3- Crise économique et marché du travail
- 4- Evolution des prix et niveau de vie du travailleur

Les résultats de ces travaux exposés, discutés et adoptés en plénière se présentent ainsi qu'il suit.

Groupe1: Thèmes 1 et 2

Relations entre dépenses publiques et pauvreté en milieu syndical

Problématique: Dans quelles mesures un accroissement des dépenses publiques contribue-t-il à une réduction de la pauvreté ?

Objectif: Montrer qu'une gestion rationnelle des dépenses publiques contribue efficacement à la réduction de la pauvreté.

Impact des privatisations sur l'emploi

Problématique: Les politiques de privatisation constituent-elles une menace pour l'emploi ?

Objectif: Identifier des alternatives autres que la privatisation pouvant sauvegarder l'entreprise publique en difficulté financière.

Groupe2 : Thèmes 3 et 4

Crise économique et marché du travail

Problématique : Dans quelle mesure la crise économique influence t-elle le marché de l'emploi ?

Objectif global: Vérifier l'existence de l'influence des effets de la crise économique sur le marché de l'emploi.

Objectifs spécifiques:

- Identifier les effets pervers de la crise économique sur le marché du travail
- Dégager les mécanismes de stabilisation du marché du travail pendant la crise économique

Evolution des prix et niveau de vie du travailleur

Problématique : Comment l'évolution des prix a-t-elle une incidence sur le niveau de vie du travailleur ?

Objectif global: Montrer que la variation des prix a effets sur le niveau de vie des travailleurs.

Objectifs spécifiques:

- Identifier les voies et moyens de stabilisation des prix pour la protection du travailleur contre les spéculations des prix
- Trouver des facilités d'accès durable aux biens de consommation pour le travailleur

La restitution des travaux de groupes a clôt les activités de la journée du lundi 03 mai 2010.

2.2. Déroulement du 2^{ème} jour

Les travaux de la journée sont présidés par le camarade KPOKOLO Sabin et les rapporteurs désignés pour cette journée sont : Karim TRABELSI de la Tunisie et Roland T. KPEHOUNTON du Bénin

Après la présentation du rapport de la 1^{ère} journée de l'atelier par les camarades Jean Paul GUELI et Moussa DOUMBIA respectivement pour la matinée et la soirée du 03 mai ; les travaux de se sont poursuivis avec la Partie II des méthodes et procédures de recherche en session 4 avec le Professeur AGBODJI Akoeté.

Session 4 : Les méthodes et procédures de recherche : Partie II

Cette session comporte également 3 modules : « La recherche documentaire » ; « Les instruments de recherche et les méthodes de collecte de données » et « Le traitement et l'analyse de données »

Module 5 – La recherche documentaire

Le communicateur a commencé par décrire les différents aspects d'une étude exploratoire commençant par une revue de la littérature du thème abordée, revue qui permet d'une part au chercheur de prendre connaissance des travaux existants et d'autre part de relever les limites de ces travaux pour essayer d'identifier de nouvelles avancées. Deux types de revue de littérature existent : la revue de la littérature théorique et la revue de la littérature empirique.

Module 6 - Les instruments de recherche et les méthodes de collecte de données

Pour le communicateur, tout projet de recherche doit présenter les instruments qui seront privilégiés par le chercheur dans la collecte de l'information, d'où l'importance de l'étude documentaire qui consiste à relever des faits ou opinions dans des ouvrages ou documents qui servent le plus souvent à appuyer l'argumentation. Partant de la revue, il faut identifier les données nécessaires ainsi que la manière de les collecter.

Plusieurs méthodes sont envisageables comme par exemple, l'observation, l'observation participante, l'entrevue, l'interview ... L'entrevue permet d'obtenir des informations qui n'existent nul part, auprès de personnes ayant été le plus souvent témoins ou acteur dans les événements sur lesquels porte la recherche. L'observation ou l'observation participante permet soit d'étudier simplement le phénomène en observant, soit de l'étudier en étant à la fois observateur et acteur.

Selon le Professeur, pour choisir une technique de collecte il faut bien déterminer le type d'information et l'analyse que l'on se propose et ensuite apprécier au mieux la démarche exigée pour chacune des principales techniques de collecte de l'information. Après la collecte des données, il faut également savoir comment procéder à leur traitement et analyse. Ce qui fut le thème du module 7.

Module 7 - Le traitement et l'analyse de données

Il ressort de ce module que les données sont généralement de deux types : données quantitatives et données qualitatives. Pour ces dernières, le conférencier apprécie le recours aux illustrations graphiques ou sous forme de tableaux pour permettre une lecture plus aisée du phénomène observé. Pour les données quantitatives, il a parlé des statistiques descriptives (fréquence, moyenne...) sans aller en détail car une autre session au programme est prévue spécialement pour traiter des statistiques. Une indication a été également faite sur les différentes sources de données disponibles au plan national, régional et international.

Les travaux de la matinée ont pris fin par les travaux pratiques auxquels deux groupes constitués se sont livrés. L'activité consistait à identifier des variables clés pour des thèmes précis proposés par le communicateur lors des travaux pratiques de la session précédente. L'exercice est ainsi libellé « Pour chacun des 4 thèmes de l'exercice de la session 3, proposer les variables pertinentes et dégager une approche méthodologique ». Cet exercice met fin aux travaux de matinée.

La restitution des travaux de groupe est faite juste après la pause déjeuner. Il ressort de cette restitution que les variables à proposer devraient être cohérents avec les objectifs prédéterminés. Par ailleurs, les participants ont proposé des démarches méthodologiques d'ordre descriptif ou analytique selon la finalité voulue.

Juste après cette restitution, la session 5 a commencé.

Session 5 : Les priorités de la recherche syndicale en Afrique dans le domaine de la politique et économique et sociale

Deux modules ont meublés cette session présentée par le coordonnateur du projet Kouglo LAWSON-BODY : à savoir : les thématiques générales et les d'expériences des organisations syndicales africaines.

Module 1 – Les thématiques générales

La séance de l'après-midi a démarré par une communication présentée par Monsieur LAWSON BODY et a porté sur des thématiques générales abordées par les participants à savoir, les problématiques liées aux APE, DSRP, OMD, OMC, les politiques de promotion de l'emploi, alternatives au néo-libéralisme, etc.

Les problèmes essentiels du marché du travail en Afrique, les relations industrielles, l'action syndicale pour la promotion du travail décent ont été également abordés.

L'orateur a eu à présenter à l'assistance quelques priorités de recherche syndicale en Afrique à savoir :

- Investissements chinois en Afrique : opportunités ou menaces pour les ouvriers ?
- Relations commerciales et/ou financières avec le reste du monde
- Alternatives neo-libérales
- Questions de l'emploi en thème de qualité et nature

Le communicateur a saisi l'occasion pour présenter aux participants un questionnaire préparé par le département de la politique économique et sociale de la CSI-Afrique, questionnaire auquel les participants devraient apporter des éléments de réponse relatifs aux capacités organisationnelles, humaines, opérationnelles et logistiques de leurs départements de recherche. L'objectif visé à travers ce questionnaire est de répertorier l'existant en terme de recherches syndicales et d'en faire une base pour les

recherches futures, car a t-il «*c'est au bout de l'ancienne corde qu'on tisse la nouvelle*», sorte de proverbe africain.

Module 2 – Les expériences des organisations syndicales africaines

Les participants ont eu à présenter tour à tour, la situation de la recherche au niveau de leurs organisations syndicales respectives ainsi que les axes prioritaires de recherche à leurs niveaux.

Pour finir, la parole a été laissée à chaque participant pour donner un aperçu général des travaux de recherche déjà réalisés et les grandes priorités de recherche de son organisation pour les années qui viennent. Tout à tour les participants ont présenté l'Etat de la recherche au niveau de leurs centrales respectives tout en indiquant leur priorité en matière de recherche. Les structures de recherches sont vieilles et opérationnelles au niveau de certains pays par exemple au Sénégal, au Mali, en Tunisie..., cependant elles sont embryonnaires ou presque inexistantes dans d'autres comme le cas du Congo Brazzaville, du Burundi ou de la Mauritanie.

Pour ce qui concerne les priorités en matière de recherche sont très variées et tournent autour des thèmes comme : les APE, les DSRP, l'intégration régionales, la protection sociale, le travail décent, le e chômage, la privatisation des entreprises publiques, les alternatives au néo-libéralisme.

Les participants ont demandé à Monsieur LAWSON-BODY d'être leur porte parole auprès de la CSI-Afrique. Ce dernier a, à son tour remercié les uns et autres pour l'engouement qu'ils ont démontré lors du partage d'expérience. Le département de politique économique a-t-il dit, ne comporte qu'une seule personne en thème de ressource humaine. La tâche est, certes ardue, mais avec l'engagement et la détermination de tous, les objectifs assignés aux projets seront atteints.

Cet exercice a mis fin aux travaux de la deuxième journée, mardi 04 mai 2010.

2.3. Déroulement du 3^{ème} jour

La journée du 05 mai 2010 a été ouverte par Mr Sabin KPOKOLO qui, après avoir remercié tout le monde a remis le pouvoir à la présidente Antoinette AKOAN et qui, l'a à son tour remis à Monsieur KARIM pour des raisons de partage du pouvoir et de démocratie syndicale. Les rapporteurs désignés pour cette journée sont : Gaspard du Rwanda et Kadiatou BAH de la Guinée

Après la présentation du rapport de la 2^e journée de l'atelier par le camarade Roland, le président Karim a donné la parole au Professeur Kokou BANINGANTI pour la présentation de la session 6 titrée, Statistiques élémentaires pour syndicalistes.

Session 6 : Statistiques élémentaires pour syndicalistes.

Cette session comporte des modules tels que :

- Module 1- Concept et rôle de la statistique
- Module 2- Les types de données et les méthodes de leur collecte
- Module 3- Les sources des données
- Module 4- Le traitement et l'analyse des données
- Module 5- Traduction des résultats d'analyse en recommandation ou politique

Le communicateur qui a commencé son cours par sa présentation, son expérience professionnelle dans le domaine des statistiques qui est de 40 ans, les universités dans lesquelles il intervient puis son expérience professionnelle au plan international.

Module 1- Concept et rôle de la statistique

Le professeur Kokou BANINGANTI a introduit son cours par quelques exemples simples de la vie courante, pour montrer comment chacun de nous règle sa vie au rythme de la statistique. Il s'est servi de l'exemple d'approche genre évoqué par Antoinette AKOAN (2 femmes sur le nombre total des participants) et d'autres exemples tels que les cas de Dossou qui va à l'université ; Djatougbe qui achète du poisson au marché, Djamdjagrango qui est malade, Afissou, le secrétaire général du Synbank..., pour donner la définition de la statistique, qui est « *une science qui élabore et applique où besoin est, des méthodes de collecte, de mise en forme, de traitement et d'analyse des données en vue d'une prise de décision en terme de recommandations ou de politiques* ». Il a ensuite parlé du rapport de la statistique avec d'autres disciplines que sont les mathématiques, l'économies, l'informatique et les autres disciplines scientifiques et a continué en définissant les termes élémentaires utilisés en statistique qui sont : population statistique, unité statistique, échantillon statistique, caractère statistique, modalité statistique, caractère quantitatif et qualitatif, variable statistique et ses composantes, un effectif et fréquence... en donnant à chaque fois des exemples types.

Ce module 1 étant très important pour la compréhension de la suite de la session, le communicateur a donné la possibilité aux participants de poser des questions auxquelles il a répondu de façon satisfaisante.

Module 2- Les types de données et les méthodes de leur collecte

Au cours du module 2, le Professeur BANINGANTI a différencié les données primaires et les données secondaires tout en précisant les outils et les instruments utilisés dans la collecte des données qui sont le questionnaire et le guide d'entretien. Il a précisé que pour le cas des syndicats, si l'objectif général est de mener une analyse des membres d'une centrale syndicale par exemple, on peut se fixer les objectifs spécifiques suivants : (i) Identifier les membres des syndicats ; (ii) Déterminer leurs conditions de vie et de travail.

Pour connaître l'identité, on peut utiliser : Nom, Prénom, Sexe, Résidence, Préfecture, Etat Civil, Date de Naissance, Date d'affiliation... Pour connaître le niveau de vie, on peut utiliser : Nature de la maison (en banco ou en dur), Nature du toit (en paille, en tuile ou en dalle) ... A ce niveau l'exposé a suscité plusieurs questions et interventions des participants caractérisés par beaucoup de discussions. A la fin du module, le professeur a donné un exemple de fichier.

Module 3- Les sources des données

Après la pause café, le présentateur a continué la session par le module 3 indiquant ainsi une liste d'institutions tant au niveau national qu'international qui peuvent fournir des données aux chercheurs dans des domaines variées.

Au niveau national, on peut avoir :

- Direction Générale de la Statistique et de la Comptabilité Nationale (DGSCN)
- Ministère de l'Economie et des Finances (MEF)
- Ministère de l'Education Nationale (MEN)
- Ministère de la Santé
- Ministère de l'Agriculture, de la Pêche et de l'Elevage
- Ministère du Commerce

Sur le plan international, les données sont disponibles auprès de :

- Département des Statistiques des Nations Unies
- Institut de Statistique de l'Unesco (ISU)
- Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation (FAO)
- Banque Mondiale (WDI, ADI)
- Fonds Monétaire International (FMI)
- Banque Africaine de Développement (BAD)
- Bureau International du Travail (BIT)
- AFRISTAT, EUROSTAT
- OMS

Module 4- Le traitement et l'analyse des données

Ici, il était question de la présentation synthétique des collectes de données sous forme de fichiers de données par tableaux et graphiques, par caractères numériques, par cartes ou par photographies. Précisant les avantages des tableaux, le communicateur a dit la simplicité de leur élaboration facilitant ainsi leur lecture pour une expression plus simple du phénomène analysé.

Pour les graphiques ou diagrammes sont plus expressifs, jolis et attrayants et directement utiles pour les décideurs. Ils peuvent être en forme d'histogramme, de diagramme en secteurs, de diagramme de dispersion, de diagramme cumulatif, en

courbe de concentration ou en pyramide. Toute une panoplie de graphiques très expressives ainsi que leurs interprétations respectives ont été présentées à l'assistance.

Pour ce qui concerne les méthodes d'analyse, le Professeur BANINGANTI a rappelé qu'il existe des méthodes *univariées* (synthèse par tableau simple, histogramme, diagramme de tendance, calcul des caractéristiques numériques), *bivariées* (diagramme de dispersion, tableau à double entrée, régression simple) et *multivariées* (régression multiple, analyse factorielle – AFC, ACM.) Ces dernières nécessitent une spécialité et surtout des manipulations d'ordinateurs.

Pour terminer, le présentateur a recommandé qu'il y ait une spéciale pour des travaux pratiques à l'ordinateur, afin d'apprendre à faire les calculs, les graphiques... car a-t-il dit aujourd'hui on ne plus faire de la statistique sans ordinateur.

Après l'exposé, les participants ont posé de multiples questions qui ont été toutes très bien répondues avant la pause déjeuner intervenue à 13 heures.

Session 7 : La gouvernance économique et les finances publiques : l'action syndicale pour la promotion de la gouvernance en Afrique.

A 14h 05, après avoir obtenu démocratiquement le pouvoir, Mr Jean René ETONOKANI de la Confédération Syndicale Congolaise a invité les participants à suivre l'exposé du Docteur Koffi SODOKIN sur « La Gouvernance Economique et les Finances Publiques », comportant 3 modules appuyés à la fin par un exercice pratique.

Module 1- L'économie nationale et les acteurs (Entreprises, Ménages, Syndicats et Etat, Institutions régionales et internationales)

Dans son exposé, le Docteur Koffi SODOKIN a donné les principaux acteurs de l'économie que l'Etat, le marché et les auteurs acteurs en précisant pour Adam Smith que l'Etat doit réduire ses interventions dans l'économie pour qu'il y ait la répartition, spécialisation. Pour Keynes, l'intervention efficace de l'Etat est nécessaire mais que pour Karl Marx, lui avait prédit que l'accumulation des capitaux conduira à la fin du capitalisme. Il a rappelé que l'expérience de la crise de 1929 et celle de 2008 a montré que les syndicats doivent rappeler tout le temps les Etats de jouer leur rôle dans le développement économique, la répartition, la distribution. La période contemporaine a été marquée par l'intervention de l'Etat et l'émergence de l'Etat du « bien-être », mais l'enjeu a été la convergence entre le néocolonialisme et le keynésianisme d'où les syndicats doivent agir sur l'évaluation de l'économie et pas s'appuyer sur l'Etat. Il est à remarquer dans la plupart des pays africains l'Etat « bien-être » n'existe pas. Les Syndicats doivent de ce fait agir sur les actions de l'Etat afin que ce dernier arrive à prendre les bonnes décisions.

Quant à l'omniprésence des marchés, il fait remarquer qu'avec la globalisation, le marché se développe en entraînant des mécanismes qui défavorisent surtout les travailleurs. La polarisation régionale du commerce et la formation des zones d'influences spécifiques ne fonctionnent pas en faveur de l'Afrique ni à l'amélioration des conditions de vie des travailleurs.

Le communicateur a ensuite parlé de la spécialisation et la concurrence. Le principe de spécialisation en se référant aux théories classiques des avantages absolus et des avantages comparatifs, est producteur de complémentarités. Par contre le principe de concurrence rappelle que, dans la plupart des domaines, l'échange est le lieu d'une lutte de tous contre tous en vue de l'appropriation des segments de production le mieux rémunérés.

Module 2- Les indicateurs économiques et sociaux de base

Au niveau de ce module, le présentateur a expliqué tous les indicateurs économiques et sociaux de base en faisant la comparaison des données de l'Afrique avec celles des autres continents.

- La mortalité/la natalité et l'IDH
- Fécondité/Espérance de vie
- Tendances mondiale de l'espérance de vie et le revenu par habitant
- Répartition du revenu national
- Nombre de travailleurs vivants en dessous du seuil de 2\$ par jour

La principale conclusion tirée de l'analyse de ces indicateurs que l'Afrique reste toujours en retard par rapport aux autres régions du monde. Il faut des plusieurs années pour que l'Afrique rattrape l'espérance de vie de pays avancés.

Module 3- Syndicats et examen du budget de l'Etat

A partir d'un exemple type de budget des pays de l'UEMOA, Docteur SODOKIN a montré les techniques qualifiées de simples pour comprendre et analyser un budget. Au total 5 techniques ont été exposées :

- Technique 1: Calculer une part du budget total
- Technique 2: Déterminer si la part est croissante ou décroissante
- Technique 3: Convertir une allocation nominale en termes réels
- Technique 4: Calculer le taux de croissance
- Technique 5: Calculer la moyenne du taux de croissance réel annuel

Syndicaliste engagé, le Docteur Koffi SODOKIN a en fin de compte demandé aux syndicats de :

- militer pour l'efficacité de l'utilisation du budget public
- réclamer leur représentativité dans les commissions parce que ce sont les travailleurs qui payent l'impôt
- faire du lobbying dans l'élaboration du budget

- s'approprier du système international des finances publiques

L'exposé terminé à 15h 27mn a été suivi des questions qui ont été répondu de manière satisfaisante et clôturé par un exercice d'application sur l'examen de budget d'un Etat.

La journée a pris fin à 17h 15mn avec une conclusion du Coordonnateur du Projet Monsieur LAWSON-BODY qui a invité les participants à donner un nouveau visage au syndicalisme africain par leurs diverses actions.

2.4. Déroulement du 4^{ème} jour

Le jeudi 06 mai 2010 à 9 heures, s'est poursuivie la suite des travaux de l'atelier de développement des compétences des chercheurs des syndicats affiliés. Avant l'entame des travaux, le choix de la présidence de séance du jour fut porté sur la camarade BAH Kadiatou de l'USTG de la Guinée. Les camarades BOGA Dago de la Côte d'Ivoire et BAMAGO Nouphe du Burkina Faso.

Après lecture et adoption du rapport du mercredi. Deux sessions sont inscrites à l'ordre du jour : les sessions 8 et 9. La session 8 a été conduite par Docteur Akilou AMADOU, enseignant-chercheur à l'Université de Lomé.

Session 8 : Gouvernance socioéconomique et justice sociale en Afrique : l'action syndicale pour la promotion du développement et de la justice sociale en Afrique.

Cette session est subdivisée en 2 modules.

Module 1 – Les stratégies pour la promotion du développement national :

Le communicateur a présenté la Stratégie Nationale de Développement axée les objectifs du millénaire pour le développement (OMD). Les 8 objectifs du millénaire pour le développement sont ainsi déclinés :

- Objectif 1 : Eliminer l'extrême pauvreté et la faim
- Objectif 2 : Assurer l'éducation primaire pour tous
- Objectif 3 : Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes
- Objectif 4 : Réduire la mortalité des enfants de moins de 5 ans
- Objectif 5 : Améliorer la santé maternelle
- Objectif 6 : Combattre le VIH/SIDA, le paludisme et les autres maladies
- Objectif 7 : Assurer un environnement durable
- Objectif 8 : Mettre en place un partenariat mondial pour le développement.

Ces 8 objectifs majeurs contiennent 18 cibles distinctes permettant d'élaborer des indicateurs pouvant servir à mesurer les progrès accomplis. Ces cibles présentent 48 indicateurs objectivement vérifiables.

Le Docteur AMADOU a présenté l'examen du cas d'un document national de suivi des OMD à travers ses principales composantes en l'occurrence le Togo.

Faisant l'état de la situation de ce pays, l'étude a révélé que l'indice de pauvreté en 2006 était de 61,7% mais variait selon les régions. Le milieu rural du Togo est la zone la plus élevée en matière de pauvreté de malnutrition.

Ainsi, le constat général laisse à croire que les OMD peuvent être atteints si l'Etat togolais faisait un effort supplémentaire.

Présentant le DSRP du Togo, le Docteur AMADOU décline les 3 approches de la pauvreté qui sont :

- L'approche monétaire de la pauvreté axée sur le seuil minimum de consommation pour la satisfaction des besoins
- L'approche non monétaire de la pauvreté axée sur les conditions de vie et sur les patrimoines.
- L'approche qualitative, l'accès à l'éducation, à la santé, à l'eau potable.

En outre, les stratégies de réduction de la pauvreté sont régies par 4 piliers :

- Le renforcement de la gouvernance
- Le développement d'une croissance durable
- Le développement d'un capital humain
- La réduction de la pauvreté.

Abordant le volet «politique de promotion de l'emploi décent en Afrique». Le talentueux docteur donna la définition du travail décent selon le BIT et présenta les 5 mesures prises par l'OIT pour soustraire l'Afrique de la pauvreté. Ces mesures sont définies comme suit :

- le plein emploi produit et le développement des entreprises
- placer les politiques pour la croissance créatrice d'emploi et d'entreprises durables
- un environnement propice au développement des entreprises
- un travail décent pour les jeunes
- le développement des compétences et l'employabilité.

Module 2 – Les stratégies pour la promotion du développement national

Dans ce module, il a présenté les stratégies syndicales pour améliorer la qualité de la participation des syndicats dans le suivi des politiques nationales. Partant du mécanisme de suivi du DSRP, le cadre institutionnel ainsi que différents indicateurs de suivi du DSRP ont été présentés. Il a ensuite parlé du dispositif de suivi - évaluation de la stratégie de développement axée sur les OMD en donnant les différents principes directeurs, tout en mentionnant l'architecture du dispositif ainsi que l'organisation des travaux de suivi – évaluation.

Le Docteur AMADOU a, à la fin rappelé les stratégies à adopter par les organisations syndicales à savoir la stratégie d'organisation à la base, la stratégie d'organisation et la

stratégie d'analyse qui pose le problème de capacité ou de compétence d'où l'importance des ateliers de formation.

Au terme de sa communication et après les débats, le Docteur AMADOU a convié les 2 groupes de travail à un exercice pratique sur les deux modules. L'exercice est ainsi libellé :

Pour le module 1

1 - Est-ce que les stratégies nationales de développement axées sur les OMD en cours dans vos pays prennent en compte les préoccupations des travailleurs

2- Quelle votre appréciation des piliers sur lesquels reposent les stratégies nationales de réduction mise en œuvre dans vos pays

3- Est-ce que toutes les mesures destinées à promouvoir le travail décent peuvent être mises en œuvre dans les pays africain

Pour le module 2

Question - Les mécanismes de suivi-évaluation du DSRP, de la stratégie de développement axée sur les OMD et de la promotion du travail décent en Afrique sont-ils efficaces

Après les travaux en groupes, et les restitutions ont eu lieu en plénière suivi des questions-réponses. La séance fut levé au environ de 13 heures afin de permettre à l'ensemble des participants de se ressourcer.

L'après midi du jeudi 02 mai a été marqué par la session 9 sur la gouvernance des Etats africains et les relations commerciales à 14h30

Session 9 : La gouvernance des Etats africains et les relations commerciales.

Deux modules ont également meublé cette session présentée par le Docteur Mawuli COUCHORO Enseignant-Chercheur à l'Université de Lomé.

Module 1 – Contexte du commerce mondial et l'Afrique

Le communicateur a fait l'historique de l'OMC.

Rappel historique : Avant le mot OMC l'appellation connue était le GATT créée en le 1^{er} janvier 1948 et avait 3 principes fondamentaux :

- le traitement non discriminatoire des partenaires
- l'élimination des restrictions quantitatives
- l'abaissement des droits de douane

Au fil du temps, le GATT céda son appellation au profit de l'OMC créée également le 1^{er} janvier 1995 avec 148 membres.

L'ouverture du marché africain au reste du monde l'a marginalisé et il convient selon le présentateur de se demander aujourd'hui si l'OMC offre un cadre idéal pour la promotion du commerce africain et l'intégration dans l'économie mondiale.

Abordant la question des APE, il s'interrogea si Ces Accords de Partenariat économique constituent véritablement une opportunité de développement pour l'Afrique. En faisant un bref historique des APE, il a ajouté qu'il revient aux syndicats de déceler le pourquoi de la signature de ces accords en vue de tirer une meilleure partie. Pour le communicateur, les conséquences des APE pour les Etats Africains, sont sans nul doute, la diminution des emplois et donc la baisse des revenus en partant d'une étude de cas basée sur les conséquences des APE pour le Mali. De ce fait, il convient donc de fixer la barre très haute dans le cadre des négociations de ces accords avec l'Union Européenne.

Module 2 – Stratégies syndicales pour la formulation d'alternatives au néo-libéralisme.

Ce module a fait l'objet des questions suivantes débattues en groupes.

- 1- La nécessité de prendre conscience de ce que l'on perd en étant passif.
- 2- La formation nécessaire permettant une connaissance de la façon dont les négociations se font.
- 3- L'action à mener auprès de chaque gouvernement afin de constituer un groupe de pression lors des négociations.
- 4- Quelles améliorations une action positive des syndicats peuvent apporter au bien-être des africains?

A la restitution des travaux, le Docteur COUCHORO a donné des directives et explications précises par rapport aux questions posées.

Ainsi, prit fin l'exposé des sessions 8 et 9 de la 4^e journée. Le Coordonnateur du Projet, LAWSON-BODY a, au nom des participants, remercié le Docteur Mawuli pour la qualité de la communication et lui a octroyé le guide sur l'investissement chinois en Afrique comme il l'avait déjà pour les autres intervenants lors des précédentes sessions.

En outre des fiches d'évaluation furent distribuées à tous les participants pour consigner les différentes appréciations et recommandations utiles pour l'atelier. La séance fut levée à 17h43mn.

2.5. Déroulement du 5^{ème} jour

Les activités du vendredi 07 mai 2010 ont débuté par un mot de la Présidente des Travaux, qui a tenu à remercier tous les participants pour le bon déroulement de soirée festive.

Après lecture et adoption du rapport de la journée du jeudi 06 mai 2010 portant sur les sessions 8 et 9, le Camarade Servais AKPACA, Responsable de la communication à la CSI-Afrique de retour d'une formation à Turin via Québec, a entretenu, dans une programmation hors session, l'assistance sur les petits métiers et le fonds de solidarité de la Fondation des Travailleurs du Québec.

L'expérience de l'ingénieur G. F. propose encadrer 200 petits métiers pour le développement de l'Afrique. A la présentation de quelques images, les participants ont pu identifier qu'il s'agissait des petits métiers précaires et vulnérables qui sont réalisés, et donc la formation paraît nécessaire. Mr Servais, en présentant ce projet, a mis accent particulier pour la formation, car la conciliation de la vie sociale et des activités économiques a pour but de développer une culture entrepreneuriale. Elle est la base de développement pour l'avenir.

Ainsi, Monsieur AKPACA a orienté l'initiative en situant la mise en place d'un tel projet. En effet, après la formation, il faut des regroupements en coopérative avec forte possibilité de doter des équipements nécessaires.

Par ailleurs, Monsieur Servais a donné la définition d'un pauvre selon les canadiens à savoir « c'est un homme qui ne sait ni lire ni écrire »

Pour ce qui concerne le fonds de Solidarité de la FTQ, le camarade, a présenté l'expérience canadienne avec qui en 1983 a 571 000 actionnaires avec un fonds d'environ 100 millions de dollars. Aujourd'hui les ressources de la FTQ. La constitution du fonds de solidarité de la FTQ est faite suivant un processus de capital patient permettant aux travailleurs d'assurer leur retraite. La souscription de 1000 dollars donne droit à une réduction fiscale d'environ 700 dollars au cours de l'année. Les 60% des fonds de solidarité sont investis dans des sociétés en difficulté et les 40% restant dans des sociétés stables. Le fonds est même coté en bourse.

La CSI-Afrique peut également mettre sur pied une initiative similaire avec ses 15 millions d'affilés dans les 46 pays d'Afrique pour la création d'un fonds panafricain. Tel est la conclusion à laquelle les participants sont parvenus après la communication de Monsieur Servais AKPACA.

Après cet exposé, le coordonnateur du projet Monsieur LAWSON-BODY, a pris la parole pour présenter à l'assistance les actions à mener en matière de recherche pour la période 2010-2011 ainsi que les actions et activités spécialement au programme pour 2010 dans une session tirée :

Session 10 : La voie à suivre

Pour le coordonnateur du projet de politiques économiques et sociales, les enseignements des sessions 7, 8 9 et la présentation sur l'économie informelle et syndicalisation ainsi que la mobilisation de ressources de la FTQ constituent des inputs pour bien mener les actions de recherche pour 2010-2011 notamment:

- Recherches sur les questions commerciales
- Recherches sur les alternatives au néolibéralisme
- Recherches sur les stratégies de promotion du travail décent et du pacte mondial pour l'emploi

Les activités pour l'année 2010 priorités ainsi leurs chronogrammes respectifs pour sont :

- A. Inventaire des recherches effectuées par les affiliés et les centre de recherche syndicaux en Afrique (Mai 2010)
- B. Evaluation du monde académique et des institutions de recherches dans le domaine du réalisé (Mai et Juin 2010)
- C. Développement des compétences des chercheurs des syndicats affiliés. (Cet atelier de mai matérialise le premier niveau, le second niveau est prévu pour juillet - Aout 2010).
- D. Activités de recherche aux niveaux national, sous-régional et régional sur diverses questions commerciales (Mai - Novembre 2010)
- E. Recherches en vue de l'élaboration de documents de politique sur le travail décent et la promotion du pacte mondial pour l'emploi (Mai - Novembre 2010)
- F. Recherches pour élaborer des alternatives aux politiques néolibérales (2010)

Monsieur LAWSON-BODY a fortifié l'assistance par des encouragements. Pour lui, la notion de jeunes chercheurs est un état d'esprit. La formation va se poursuivre. Il a appelé les participants à la détermination pour la réussite des actions au programme du projet, le département de politique économique a-t-il ajouté, ne comporte qu'une seule ressource humaine. La collaboration de tous est donc indispensable.

Toutefois des objectifs cités, le point 6 est fondamentale c'est à dire «offrir l'opportunité à la CSI-Afrique de recueillir des informations dur les recherches syndicales réalisées par ses affiliées dans les domaines ». Un appel à l'engagement a été lancé.

De retour de la pause, les participants ont donné leur avis sur le déroulement de tout le séminaire. Dans l'ensemble, il est à noter que la satisfaction a été totale à l'issu de l'atelier. Les participants ont émis le vœu de se mettre en réseau de chercheurs syndicaux francophones, réseau qu'ils ont baptisé de « *DEFI* »

Concernant la mise en réseau, Madame Edith EKOUE KOUMAKO, Secrétaire bilingue au siège de la CSI-Afrique, a fait un partage d'expérience d'une réunion tenue à Accra en mars dernier où les participants ont eu à se mettre en réseau pour discuter des différents sujets de l'atelier à partir d'un blog créé avec leurs adresses Email respectives. Elle a invité les participants à l'atelier de développement des compétences à faire la même chose pour la réussite de leur réseau de recherche.

La cérémonie de clôture a débuté par les remerciements adressés par la présidente de l'Atelier au Secrétaire Général de la CSI-Afrique à travers son Adjoint Monsieur Adrien Béliko AKOUETE pour l'organisation et la bonne des travaux de l'atelier.

La lecture du rapport de la journée a été faite le Camarade Sanisse MINDOURIBOU du Gabon. La présentation des recommandations s'est fait par le Camarade Roland KPEHOUNTON du Bénin. L'intégralité de ces recommandations figure en Annexe4.

Directement de retour d'une mission en Tripoli, le Secrétaire Général Adjoint de la CSI-Afrique a tenu à assister à la cérémonie de clôture de cet atelier. Avant de prononcer son mot de clôture, il a présenté à l'assistance toutes ses excuses pour l'absence observée au niveau du secrétariat pour des raisons de missions.

Dans son mot, le Secrétaire Général Adjoint a insisté sur l'importance de la recherche pour la révolution du monde syndical en ces mots : *«On ne peut réagir lorsqu'on ne connaît pas. On ne peut plus parler si l'on n'a pas les statistiques réelles»*. Il a également souligné l'importance des enjeux des APE et des DSRP pour l'Afrique, enjeux dont la connaissance par les syndicalistes est nécessaire pour bien peser dans les débats. Il a ensuite souligné que l'initiative est indubitablement, la première dans le monde syndical francophone mais pas dans le monde anglophone. Pour le Secrétaire Général Adjoint, les objectifs visés par la CSI en partenariat avec la SASK à travers le projet de renforcement des interventions en matière des politique économique et sociale sont entre autres : mettre en place un réseau de chercheurs syndicalistes, permettre aux syndicalistes d'avoir les statistiques pour bien réagir en temps opportun, donner l'information nécessaire et renforcer les capacités de tous les affiliés.

Selon Monsieur Adrien Béliko AKOUETE, toutes ces actions nécessitent des actions syndicales : le savoir lire, le professionnalisme. Le syndicalisme ouvrier est différent du syndicalisme professionnel a-t-il ajouté. Pour ce qui concerne l'édition d'un bulletin de recherche il a reconnu qu'il s'agit d'une initiative louable tout en recommandant l'engagement des syndicats pour l'animer par leurs travaux de recherche. Pour finir, le Secrétaire Général a invité les uns et autres au partage de l'information qui constitue la base essentielle pour l'existence de tout réseau et donc nécessaire pour relever le DEFI qu'ils se sont lancés.

Le Secrétaire Général Adjoint a souhaité un bon retour et plein succès des travaux dans les pays respectifs.

La séance a été levée à 13h30.

3 Evaluation de l'atelier

L'évaluation a été faite par les participants eux-mêmes lors d'un tour de table le vendredi et à travers un questionnaire d'évaluation qui leur avait été remis la veille.

3.1. Tour de table

Tour à tour les participants ont remercié la CSI-Afrique pour l'initiative tout en promettant d'apporter leur contribution pour la réussite du projet. Ils ont également loué l'esprit d'engagement des différents intervenants tout au long de l'atelier. Cependant comme aucune œuvre humaine n'est parfaite, les participants ont suggérer à l'organisation de revoir certains aspects tels que la salle de réunion qui semble petite, la logistique liée au voyage, l'organisation d'atelier résidentiel dans le futur. Somme toute, ils ont promis garder le contact en étant en réseau pour la continuité des actions.

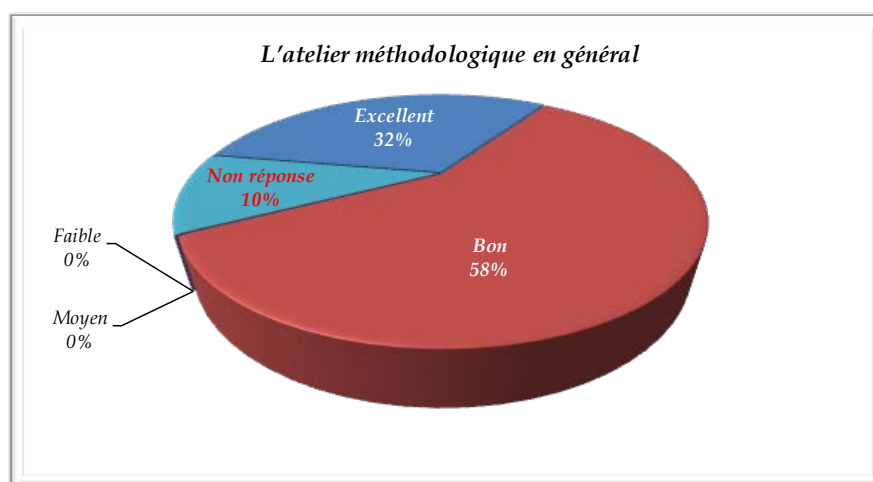
3.2. Evaluation par questionnaire

Au total 19 questionnaires ont été remplis et tournés au secrétariat. Le questionnaire ayant servi à cette évaluation est présenté en Annexe 5 et les résultats complets du traitement des questionnaires présentés en Annexe 6

Les résultats du traitement statistique des ces questionnaires se présentent ainsi.

De manière général et comme le montre le graphique ci-dessous, l'atelier a été qualifié de bon par 58% des participants, 32% l'ont qualifié d'excellent. Cependant 10% des participants n'ont donné aucune appréciation.

Graphique 1 : Appréciation générale de l'atelier



Par rapport aux différentes sessions de formations, les appréciations données ont permis d'attribuer un score de satisfaction sur 100 à chaque session. Toutes les sessions ont eu un score de plus de **80%**, dont 4 avec un score de **81,6%**, une session avec un score de **82,9%**, une session également avec **84,2%** et deux sessions avec **86,8%** comme le montre le tableau suivant :

Tableau 1 : Appréciation relative à chaque session par la méthode de score

Catégorie	Score	Sessions	Thèmes
1	81,6%	Session 2	La recherche syndicale en Afrique : un atout pour l'action syndicale et la promotion du développement
		Session 3	Les méthodes et procédures de recherche I
		Session 4	Les méthodes et procédures de recherche II
		Session 5	Les priorités de la recherche syndicale en Afrique dans le domaine de la politique et économique et sociale
2	82,9%	Session 8	Gouvernance socioéconomique et justice sociale en Afrique : l'action syndicale pour la promotion du développement et de la justice sociale en Afrique
3	84,2%	Session 7	La gouvernance économique et les finances publiques : l'action syndicale pour la promotion de la gouvernance en Afrique
4	86,8%	Session 6	Statistiques élémentaires pour les syndicats
		Session 9	La gouvernance des Etats africains et les relations commerciales

Pour ce qui concerne les aspects de l'atelier qui devraient être améliorés à l'avenir, les participants ont suggéré de revoir les aspects logistiques en ce qui concerne l'arrangement des vols, la salle de conférence qui semble être un peu exigüe, Certains ont suggéré l'organisation d'atelier résidentiel à l'avenir ainsi que des détenteurs utiles telles que la visite de site touristique si possible...

D'autres également ont émis le vœu que la CSI-Afrique organise de concert avec les universités, des formations diplômables permettant aux jeunes syndicalistes d'évoluer.

Les participants ont proposés divers thèmes ou sujets pour les prochains ateliers de suivi. Les thèmes évoqués sont entre autres : Problématiques syndicales (protection sociale, négociations collectives, travail décent...) Statistiques, Gouvernance, Alternatives au néo-libéralisme, Informatique, Intégration régionale, Management organisationnel, Nécessité d'une monnaie africaine, Norme qualité ISO...

L'exhaustivité de tous ces thèmes proposés figure en Annexe 6

En matière de commentaire ou de suggestion pouvant permettre d'améliorer le projet et sa mise en œuvre, les participants ont proposé de :

- maintenir les équipes actuelles pour les formations futures ;
- chercher toujours des facilitateurs compétents comme ce fut le cas pour l'atelier ;
- produire une revue CSI-Afrique pour la publication des résultats de recherche ;
- multiplier les ateliers de renforcement des compétences
- diversifier les sources de recrutement des personnes ressources pour l'animation des thèmes
- créer des réseaux d'échanges entre chercheurs syndicalistes ;
- organiser des activités de suivi-évaluation

Les poids de chaque proposition par rapport au nombre d'individus l'ayant fait, figure en Annexe 6 au niveau du traitement de la question 4.

Annexes

Annexe 1 : Liste des participants

**Atelier de développement des compétences des chercheurs des syndicats affiliés de la CSI-
Afrique dans le domaine de la politique économique et sociale
Lomé, du 03 au 07 mai 2010**

LISTE OF PARTICIPANTS / LISTE DES PARTICIPANTS

N°	Pays Organisation	Noms	Fonction	Adresse
1	Benin CSA	Roland KPEHOUNTON	Chef Département Education Ouvrière et Recherche Syndicale	Tél.: +229 96 19 90 39 +229 93 20 75 99 E-mail: ktognideroland@yahoo.fr
2	UNSTB Benin	Ibrahim MAMADOU	Secrétaire à la Communication et à l'information	Tèl: +229 94 49 86 40 Fax: +229 20 25 04 30 E-mail: ibrohaq@yahoo.fr brahim.mamadou@scb-lafarge.bj
3	Burkina Faso CSB	BAMOGO NOUPHE	Secrétaire à l'organisation et aux activités socioculturelles	Tél : +226 50 31 83 98 70 27 44 41 Email: bamogonouphe@hotmail.com
4	Burundi COSYBU	Authentique NISHIMWE	Membre du Bureau Exécutif	Tél : +257 79 98 90 00 Email : nishimweauth@yahoo.fr
5	Cameroun CSTC	Antoinette EKOAN	Vice Présidente Confédérale	Confédération Syndicale des Travailleurs du Cameroun (CSTC) Tel: +237 99 93 12 96 Fax : +237 33 43 78 99 BP : 5209 – Douala Cameroun Email: maxidiboti@yahoo.fr <u>Adresse personnelle</u> Tel : +237 77 51 05 94 Email: antouekoan@yahoo.fr
6	Congo Brazza CSC	Jean René ETONOKANI	Secrétaire Confédéral chargé des libertés et droits syndicaux	Confédération Syndicale Congolaise (CSC) B.P. 2311 Immeuble Grande Poste Brazzaville Congo Tel: +242-5519990 /551 99 90/ 659 08 90 dmongo@yahoo.fr <u>Adresse personnelle</u> Tel : +242 629 65 43 Email: etonojr@yahoo.fr
7	Côte d'Ivoire DIGNITE	Elie BOGA DAGO	1 ^{er} Secrétaire Général Adjoint, Responsable du Dépt Projets et Formation	<u>Adresse personnelle</u> Tel: 00225 07 24 86 62 Fax: 00225 20 37 85 00 Email: boga_dago@yahoo.fr
8	Gabon COSYGA	Sanisse MINDOUMBI	Coordinateur National WSM - COSYGA	Confédération Syndicale Gabonaise (COSYGA) Boîte postale 14017, Akebe Libreville Gabon Tel: +241-17 05 16 Fax: +241-742170 cosyga@yahoo.fr <u>Adresse personnelle</u> Tel : +241 07 37 30 70 Email: saintsanisse@yahoo.fr

N°	Pays Organisation	Noms	Fonction	Adresse
9	Guinée USTG	Kadiatou BAH	BEN Chargée de l'emploi des jeunes	Tél: +224 62 55 62 07 64 93 52 17 Email: kadidonghol@yahoo.fr
10	Mali CSTM	Moussa DOUMBIA	Responsable des Départements Formation- Education- Recherche Syndicale et Œuvres universitaires	Confederation Syndicale des Travailleurs Du Mali BP 102 Bamako Mali Tél. : (00223) 20 23 82 59 Fax : (00223) 20 22 02 75 Email : cstmfr@yahoo.fr moussadoumbia56@yahoo.fr Email : cstm@afribone.net.ml
11	Maroc CDT	TOURIYA LAHRECH	ABSENTE	Confédération Démocratique du Travail (CDT) Rue El Mortada 64, Quartier Palmiers Casablanca 01 Maroc Tel : 212 522994470 / 71 / 72 Fax : 212 522994473 E-Mail: cdtmaroc@hotmail.com Adresse personnelle GSM : 212 660 08 29 59 Email : lahrechtouriya@yahoo.fr
12	Mauritanie UTM	Boumediene Ahmed Salem	Secrétaire au Relations Extérieures	Union des Travailleurs de Mauritanie (UTM) B. P. 630 Nouakchott - Mauritanie Tel: +22264 80 021 Fax: +222-52-51818 E-mail: utmma@yahoo.fr Adresse personnelle cel : +222 636 45 67 Fax : fax : +222 525 18 18 Email: E-mail: utmma@yahoo.fr
13	Niger CNT	MAMANE ZAROUMEYE Yacouba	Secrétaire Confédéral à la Recherche syndicale et aux Statistiques	CNT Tél : +227 20 73 41 15 BP : 10620 Email : cnt@intnet.ne Adresse personnelle Tel : +227 93 80 57 30 21 79 00 14 Email: yacouba_mamane@yahoo.fr
14	RCA CSTC	Sabin KPOKOLO	Secrétaire Général CSTC	Tél : +236 75 04 78 14 70 90 23 23 Email: sabinkpokolo@yahoo.fr
15	CDT RDC	Joseph Moise K'AMBULU N'KONKO MWANAYANABO	Serétaire Confédéral Presse, Formation et Etudes	CDT Email: cdtcongo@yahoo.fr Adresse personnelle Tel : +243 99 87 35 876 Email: moisegrandmo@yahoo.fr
16	Rwanda CESTRAR	MPAKANYI Gaspard	Project Officer	Adresse personnelle Tel : +250 07 88 48 23 37 Email: mpagaspard@yahoo.fr

N°	Pays Organisation	Noms	Fonction	Adresse
17	Sénégal CSA	Elimane DIOUF	Secrétaire Général Adjoint CSA	Confédération des Syndicats Autonomes du Sénégal CSA Email : csasenegal@yahoo.fr <u>Adresse personnelle</u> Tel : +221 77 64 40 314 Fax : +221 33 88 52 99 Email: elimanediouf516@hotmail.com
18	Tchad UST	Klamadjim Madjingaye	ABSENT	Union des Syndicats du Tchad (UST) B.P. 1143 N'Djamena Chad Tel: +235-2514275 Fax: +235-2521498 ustchad@yahoo.fr <u>Adresse personnelle</u> Tel : Fax : Email:
19	Togo UNSIT	Jean Paul Etsè GUELI	Secrétaire Général Adjoint BE/UNSIT	Union Nationale des Syndicats Indépendants du Togo UNSIT BP : 60746 Lomé-Bé Email : unsit@laposte.tg <u>Adresse personnelle</u> Tel : +228 993 55 39 Email: jpgue@yahoo.fr
20	Togo CSTT	GOEH-AKUE N. A. Michel	Président de la Commission Nationale d'Education Ouvrière et de la Recherche Syndicale	01 BP : 544 Lomé <u>Adresse personnelle</u> Tel : +228 225 02 91 909 78 74 Email: agoeh@tg.anf.org Michel_goehakue@hotmail.com
21	CNTT Togo	Assignon Koffi Masé Elom	Secrétaire confédéral chargé du secteur public parapublic et des privatisations	Confédération Nationale des Travailleurs du Togo (CNTT) Bourse du Travail B.P. 163 * 160 Bd 13 Janvier Lomé Togo Tel: +228-3362524 Fax: +228-2220255 boursecntt@yahoo.fr <u>Adresse personnelle</u> Tel : +228 237 66 38 Email: maxassignon@yahoo.fr
22	Tunisia UGTT	Karim Trabelsi	Economiste Enseignant universitaire Membre de le Fédération Syndicale de l'Enseignement Supérieur UGTT	Union Générale Tunisienne du Travail (UGTT) 29 Place M'hammed Ali Tunis 1002 Tunisie Tel: +216-71-332400 Fax: +216-71-259621 E-Mail: ugtt.tunis@email.ati.tn mohamed.shimi@yahoo.fr <u>Adresse personnelle</u> Tel : +216 98 222 597 Email: krimtrabelsi@yahoo.fr

N°	Pays Organisation	Noms	Fonction	Adresse
23	Togo Secrétariat de la CSI-Afrique	LAWSON -BODY Boèvi Kouglo	Economiste	P. O. Box : 4401 Tel.: +228 225 07 10 Fax: +228 225 61 13 Cel. : +228 917 52 04 E-mail: kouglo.lawson-body@ituc-africa.org
24		Ghislaine BROOHM SAIZONOU	Coordinatrice Egalité et Protection Sociale	P. O. Box : 4401 Tel.: +228 225 07 10 Fax: +228 225 61 13 Cel. : +228 920 64 37 E-mail: ghislaine.saizonou@ituc-africa.org
25		Rodrigue Houndjo AMEGNAGLO	Comptable	P. O. Box : 4401 Tel.: +228 225 07 10 Fax: +228 225 61 13 Cel. : +228 910 49 76 E-mail: houndjo.amegnaglo@ituc-africa.org
26		Edith Akuvi EKOUE KOUMAKO	Secrétaire bilingue	P. O. Box : 4401 Tel.: +228 225 07 10 Fax: +228 225 61 13 Cel. : +228 910 07 14 E-mail: akuvi.koumako@ituc-africa.org
27		Victoire Dieynaba CISSE	Assistante Administrative	P. O. Box : 4401 Tel.: +228 225 07 10 Fax: +228 225 61 13 Cel. : +228 912 25 87 E-mail: dieynaba.cisse@ituc-africa.org
28		Servais AKPACA	Chargé de Communication	P. O. Box : 4401 Tel.: +228 225 07 10 Fax: +228 225 61 13 Cel. : +228 811 60 88 E-mail: servas.akpaca@ituc-africa.org
29		Jules Etsri HOMEVOH	Economiste – Gestionnaire, Consultant, Secrétaire du séminaire	BP : 3018 Lomé Tel : +228 918 10 86 E-mail : julehomevoh@yahoo.fr

Annexe 2 : Liste des personnes ressources de l'atelier

	Nom	Fonction	Téléphone	Email
1	Akoété E. AGBODJI	Professeur Agrégé Economiste Enseignant Chercheur	+228 902 12 47	adagbodji@yahoo.fr
2	Kokou BANINGANTI	Ph.D Statistiques Statisticien-Economiste Enseignant Chercheur	+228 934 50 43	kobani2003@yahoo.fr
3	Koffi SODOKIN	Economiste Enseignant Chercheur	+228 998 14 85	ksodokin@tg.refer.org
4	Akilou AMADOU	Economiste Enseignant Chercheur	+228 991 33 61	akilouamadou@yahoo.fr
5	Mawuli COUCHORO	Economiste Enseignant Chercheur	+228 998 65 07	couchoro@hotmail.com
6	Servais AKPACA	Chargé du département de la communication à la CSI-Afrique	+228 811 60 88	servais.akpaca@ituc-africa.org

Annexe 3 : Agenda de l'atelier

CSI- Afrique – Renforcement des interventions dans le domaine de la politique économique et sociale

Atelier de développement des compétences des chercheurs des syndicats affiliés,

Lomé, 3 au 7 mai 2010

Programme Indicatif

❖ Jour 1

❖ Matinée – 9h00-13h00

- Session 1 - Ouverture : 9h-10h
- Session 2 – La recherche syndicale en Afrique : un atout pour l'action syndicale et la promotion du développement - 10h30-13h00
 - Module 1- Importance de la recherche syndicale en Afrique
 - Module 2 - L'Afrique face aux enjeux et défis de la mondialisation : les grands thèmes pour les chercheurs du monde syndical africain
 - Module 3 – Travaux pratiques

❖ Après Midi 14h30-17h30

- Session 3 – Les méthodes et procédures de recherche I
 - Module 1 - Le concept de recherche et les types de recherche
 - Module 2 - L'élaboration d'une proposition de recherche : Directives générales
 - Module 3 - Notions de base sur les modèles de recherche
 - Module 4 – Travaux pratiques

❖ Jour 2

❖ Matinée – 9h00-13h00

- Session 4 – Les méthodes et procédures de recherche II (suite et fin)
 - Module 5 – La recherche documentaire
 - Module 6 - Les instruments de recherche et les méthodes de collecte de données
 - Module 7 - Le traitement et l'analyse de données
 - Module 8 - La rédaction d'une proposition de recherche
 - Module 9 – Travaux pratiques

❖ Après Midi -14h30-17h30

- Session 5– Les priorités de la recherche syndicale en Afrique dans le domaine de la politique et économique et sociale
 - Module 1 – Les thématiques générales
 - APE, OMC, DSRP, OMD, les politiques de promotion de l'emploi, alternatives au néo-libéralisme, etc.
 - Les problèmes essentiels du marché du travail en Afrique, les relations industrielles, l'action syndicale pour la promotion du travail décent
 - Module 2 – Les expériences des organisations syndicales africaines

❖ **Jour 3**

❖ **Matinée 9h00-13h00**

- Session 6 – Statistiques élémentaires pour les syndicats
 - Module 1 – Concept et rôle des statistiques
 - Module 2 - Les sources de données
 - Module 3 – La collecte et l’analyse des données
 - Module 4 – La présentation et l’interprétation des données
 - Module 5 – Les courbes et les diagrammes
 - Module 6 Les indicateurs statistiques de base (Moyenne, Médiane, Pourcentage, Indice, etc.
 - Module 7 –Travaux pratiques

❖ **Après Midi -14h30-17h30**

- Session 7 – La gouvernance économique et les finances publiques : l’action syndicale pour la promotion de la gouvernance en Afrique
 - Module 1 – L’économie nationale et les acteurs (Entreprises, Ménages, Syndicats et Etat, Institutions régionales et internationales)
 - Module 2 – Les indicateurs économiques et sociaux de base
 - Module 3- Stratégies syndicales pour une implication effective des syndicats dans l’examen du budget de l’Etat, la revue des dépenses publiques et la formulation de propositions

❖ **Jour 4**

❖ **Matinée – 9h00-13h00**

- Session 8 – Gouvernance socioéconomique et justice sociale en Afrique : l’action syndicale pour la promotion du développement et de la justice sociale en Afrique
 - Module 1 – Les stratégies pour la promotion du Développement national :
 - Les stratégies nationales de développement axées sur les objectifs du millénaire pour le développement (OMD) : Examen du cas d’un document national de suivi des OMD à travers ses principales composantes
 - Les stratégies nationales de réduction de pauvreté : Présentation du document de stratégie de réduction de la pauvreté (DRSP) d’un pays type à travers ses mécanismes
 - Les politiques de promotion de l’emploi décent en Afrique
 - Module 2 Stratégies syndicales pour améliorer la qualité de la participation des syndicats dans le suivi des politiques nationales (SRP, OMD, emploi et politiques du marché du travail) pour une meilleure gouvernance, la justice sociale et la promotion travail décent et du développement humain

❖ **Après Midi -14h30-17h30**

- Session 9 – La gouvernance des Etats africains et les relations commerciales
 - Module 1- Contexte du commerce mondial et l’Afrique
 - Les APE, opportunité ou menace pour les pays africains ?
 - L’OMC est-il un cadre idéal pour la promotion du commerce africain et l’intégration de l’Afrique à l’économie mondiale ?
 - Module 2 – Stratégies syndicales pour la formulation d’alternatives au néo-libéralisme

❖ **Jour 5**

❖ **Matinée – 9h00-13h00**

- Session 10 – Carrefours sur les sessions 7, 8 et 9 et les pistes de recherches futures -
- Session 11 – Conclusions de l’atelier

Annexe 4 : Motion, Recommandations des participants

Réunis à Lomé du 03 au 07 mai 2010 en Atelier de formation des chercheurs des affiliés de la CSI en Afrique francophone sur les politiques économiques et sociales, les responsables syndicalistes, prenant part audit atelier :

- après avoir suivi et participé activement avec un intérêt soutenu aux différents exposés et travaux de groupe ayant meublé le programme de l'atelier ;
- appréciations à sa juste valeur, l'opportunité et la nécessité de la tenue d'un tel atelier qui cadre avec le contexte syndical actuel qui doit faire face aux nouvelles réalités qu'impose la mondialisation ;
- exprimons nos sincères remerciements :
 1. à la CSI-Afrique pour avoir initié le présent atelier ;
 2. à l'endroit de l'équipe pédagogique et administrative en fonction à la CSI-Afrique basée à Lomé pour les efforts déployés en vue de la réussite des travaux.

Prenons l'engagement de procéder à la restitution dans nos Organisations respectives des conclusions de nos travaux et contribuer à l'opérationnalisation du réseau des chercheurs CSI-Afrique.

Suite à cet engagement et considérant :

- les objectifs que la CSI-Afrique s'est assigné en organisant l'Atelier au profit des chercheurs de ses affiliés ;
- l'engagement des participants à œuvrer en tandem avec la CSI-Afrique pour l'atteinte des objectifs poursuivis ;
- l'échec de telles initiatives dans le passé en raison d'une part du changement fréquent des effectifs pour des sessions de formation qui sont en lien logique et d'autre part le faible suivi-évaluation post activité,

Et vu,

L'importance des activités de recherche pour nos organisations syndicales en quête d'un nouvel souffle face à la mondialisation,

Les participants recommandent que :

❖ **La CSI-Afrique :**

1. accompagne les participants à l'organisation des sessions de restitution des conclusions des présentes assises et l'exécution des projets de recherche à élaborer ;
2. mette en place un réseau fonctionnel des chercheurs formés ;
3. crée un bulletin pour relayer les informations et travaux de recherche et garantir sa périodicité de parution ;
4. veille à l'homogénéité du groupe de chercheurs en cours de constitution en faisant maintenir le même groupe.

❖ **Les secrétaires généraux de nos organisations syndicales :**

1. mettent et rendent opérationnels les départements en charge de la recherche dans leurs organisations syndicales ;
2. dotent lesdits départements de moyens subséquents (humain, matériel et financier) nécessaires à la réussite de la mission de recherche et de leur publication ;
3. veillent à faire participer aux sessions de formation, des effectifs en respect du principe de continuité dans l'action pour optimiser l'atteinte des résultats poursuivis.

Fait à Lomé, le 07 mai 2010

Les participants

Annexe 5. : Questionnaire d'évaluation générale de l'atelier



Atelier de développement des compétences des chercheurs des syndicats
affiliés, tenu au centre de formation de la CSI-Afrique
Lomé / Togo, 3 –7 Mai 2010

Questionnaire d'évaluation

Cher Camarade,

*Prière remplir ce questionnaire d'évaluation en cochant les cases appropriées pour la question (1) et en remplissant les espaces réservés pour les questions (2) à (4).
Merci pour votre collaboration.*

(1). Prière cocher les cases appropriées en donnant votre opinion sur chaque aspect mentionné de l'atelier :

Catégorie	Votre avis			
	<i>Excellent</i>	<i>Bon</i>	<i>Moyen</i>	<i>Faible</i>
Organisation (invitations etc.)				
Arrangement des voyages				
Logement				
Salles de Conférence				
Repas				
Programme de l'atelier				
Facilitation par les personnes ressources				
Session 2				
Session 3				
Session 4				
Session 5				
Session 6				
Session 7				
Session 8				
Session 9				
Groupes de discussions/Exercices pratiques				
Interaction entre les participants				
Disponibilité du matériel didactique				
L'atelier méthodologique en général				

(2). Prière spécifier les aspects qui devraient être améliorés à l'avenir.

.....

(3). Prière indiquer des thèmes ou sujets qui pourraient être considérés pour les prochains ateliers complémentaires.

.....

(4). Prière faire tout autre commentaire ou suggestion pouvant permettre d'améliorer le projet et sa mise en œuvre.

.....

Annexe 6. : Résultats de l'évaluation générale de l'atelier

Question 1 : Appréciation des divers aspects de l'atelier

Tableau 1

Organisation (invitations etc.)

	Fréquence	Pourcentage	Pourcentage cumulé
Excellent	9	47,4	47,4
Bon	6	31,6	78,9
Sans réponse	4	21,1	100,0
Total	19	100,0	

Tableau 2

Arrangement des voyages

	Fréquence	Pourcentage	Pourcentage cumulé
Excellent	3	15,8	15,8
Bon	8	42,1	57,9
Moyen	4	21,1	78,9
Sans réponse	4	21,1	100,0
Total	19	100,0	

Tableau 3

Logement

	Fréquence	Pourcentage	Pourcentage cumulé
Excellent	11	57,9	57,9
Bon	4	21,1	78,9
Sans réponse	4	21,1	100,0
Total	19	100,0	

Tableau 4

Salles de Conférence

	Fréquence	Pourcentage	Pourcentage cumulé
Excellent	5	26,3	26,3
Bon	10	52,6	78,9
Moyen	3	15,8	94,7
Sans réponse	1	5,3	100,0
Total	19	100,0	

Tableau 5

Repas

	Fréquence	Pourcentage	Pourcentage cumulé
Excellent	7	36,8	36,8
Bon	10	52,6	89,5
Moyen	1	5,3	94,7
Sans réponse	1	5,3	100,0
Total	19	100,0	

Tableau 6

Programme de l'atelier

	Fréquence	Pourcentage	Pourcentage cumulé
Excellent	9	47,4	47,4
Bon	7	36,8	84,2
Moyen	1	5,3	89,5
Sans réponse	2	10,5	100,0
Total	19	100,0	

Tableau 7

Facilitation par les personnes ressources

	Fréquence	Pourcentage	Pourcentage cumulé
Excellent	10	52,6	52,6
Bon	5	26,3	78,9
Sans réponse	4	21,1	100,0
Total	19	100,0	

Tableau 8

Session 2

	Fréquence	Pourcentage	Pourcentage cumulé
Excellent	8	42,1	42,1
Bon	10	52,6	94,7
Sans réponse	1	5,3	100,0
Total	19	100,0	

Tableau 9

Session 3

	Fréquence	Pourcentage	Pourcentage cumulé
Excellent	8	42,1	42,1
Bon	10	52,6	94,7
Sans réponse	1	5,3	100,0
Total	19	100,0	

Tableau 10

Session 4

	Fréquence	Pourcentage	Pourcentage cumulé
Excellent	8	42,1	42,1
Bon	10	52,6	94,7
Sans réponse	1	5,3	100,0
Total	19	100,0	

Tableau 11

Session 5			
	Fréquence	Pourcentage	Pourcentage cumulé
Excellent	8	42,1	42,1
Bon	10	52,6	94,7
Sans réponse	1	5,3	100,0
Total	19	100,0	

Tableau 12

Session 6			
	Fréquence	Pourcentage	Pourcentage cumulé
Excellent	9	47,4	47,4
Bon	10	52,6	100,0
Total	19	100,0	

Tableau 13

Session 7			
	Fréquence	Pourcentage	Pourcentage cumulé
Excellent	7	36,8	36,8
Bon	12	63,2	100,0
Total	19	100,0	

Tableau 14

Session 8			
	Fréquence	Pourcentage	Pourcentage cumulé
Excellent	7	36,8	36,8
Bon	11	57,9	94,7
Moyen	1	5,3	100,0
Total	19	100,0	

Tableau 15

Session 9			
	Fréquence	Pourcentage	Pourcentage cumulé
Excellent	9	47,4	47,4
Bon	10	52,6	100,0
Total	19	100,0	

Tableau 16

Groupes de discussions/Exercices pratiques			
	Fréquence	Pourcentage	Pourcentage cumulé
Excellent	6	31,6	31,6
Bon	11	57,9	89,5
Sans réponse	2	10,5	100,0
Total	19	100,0	

Tableau 17

Interaction entre les participants			
	Fréquence	Pourcentage	Pourcentage cumulé
Excellent	4	21,1	21,1
Bon	11	57,9	78,9
Moyen	2	10,5	89,5
Sans réponse	2	10,5	100,0
Total	19	100,0	

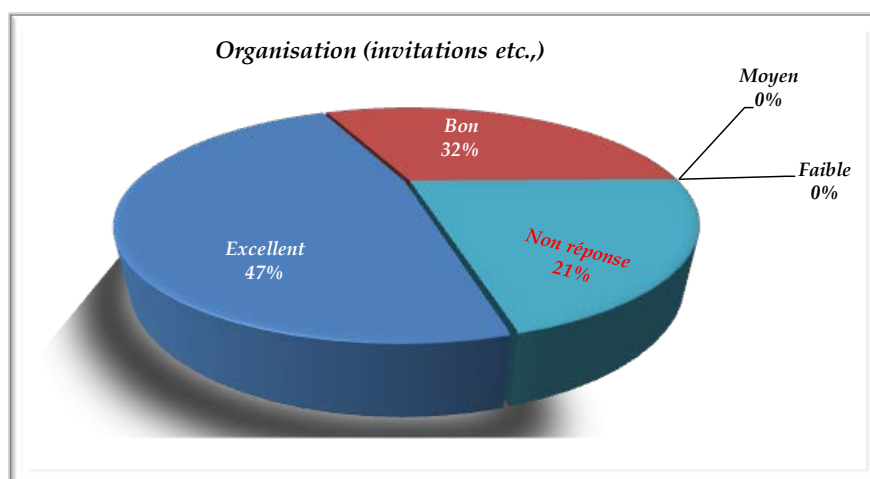
Tableau 18

Disponibilité du matériel didactique			
	Fréquence	Pourcentage	Pourcentage cumulé
Excellent	6	31,6	31,6
Bon	10	52,6	84,2
Sans réponse	3	15,8	100,0
Total	19	100,0	

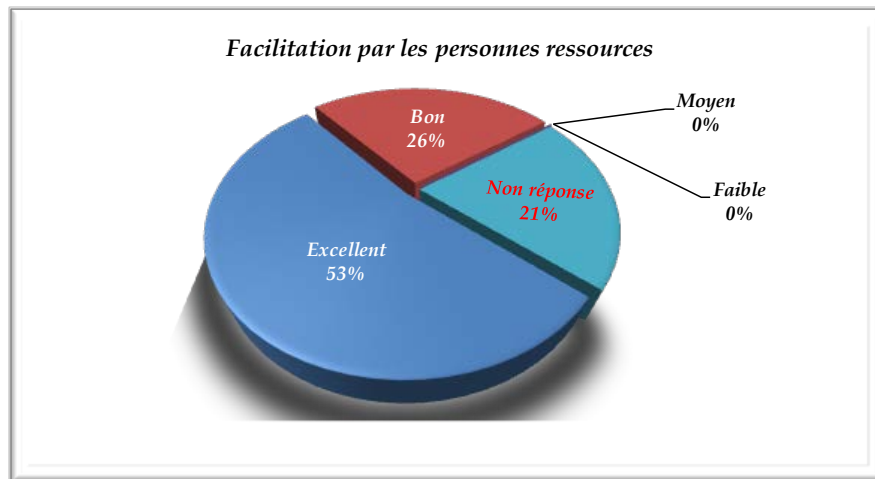
Tableau 19

L'atelier méthodologique en général			
	Fréquence	Pourcentage	Pourcentage cumulé
Excellent	6	31,6	31,6
Bon	11	57,9	89,5
Sans réponse	2	10,5	100,0
Total	19	100,0	

Graphique 1 : Appréciation des participants par rapport à l'organisation de l'atelier



Graphique 2 : Appréciation de la facilitation des personnes ressources par les participants



Question 2 : Spécification des aspects qui devraient être améliorés à l'avenir

Ces différents aspects sont consignés dans le tableau suivant

Tableau 20

	Fréquence	Pourcentage	Pourcentage valide
Logistique	13	68,4	81,3
Organiser atelier résidentiel	3	15,8	18,8
Organiser des détente utiles	2	10,5	12,5
Méthodologie de la recherche	1	5,3	6,3
Organiser des formations diplômables permettant aux jeunes d'évoluer	1	5,3	6,3
Répondants	16	84,2	100,0
Non -Répondants	3	15,8	
Total	19	100,0	

Question 3 : Indication de thèmes ou sujets qui pourraient être considérés pour les prochains ateliers complémentaires

Les thèmes à considérer pour les prochains ateliers sont consignés dans le tableau ci-dessous

Tableau 21

	Fréquence	Pourcentage	Pourcentage valide
Problématiques syndicales	7	36,8	41,2
Statistiques	4	21,1	23,5
Méthodes et procédures de recherche	2	10,5	11,8
Alternatives au néo-libéralisme	1	5,3	5,9
Archivage des données statistiques	1	5,3	5,9
Connaissance l'histoire CSI importance capitale pour certain	1	5,3	5,9
Emploi et politique du marché du travail	1	5,3	5,9
Financement de centrales syndicales	1	5,3	5,9
Formation des cadres syndicaux	1	5,3	5,9
Gouvernance	1	5,3	5,9
Importance de la monnaie	1	5,3	5,9
Informatique	1	5,3	5,9
Intégration régionale	1	5,3	5,9
Management organisationnel	1	5,3	5,9
Méthodologie pour la rédaction d'un rapport de recherche	1	5,3	5,9
Nécessité d'une monnaie africaine	1	5,3	5,9
Norme qualité ISO	1	5,3	5,9
OMC	1	5,3	5,9
Organiser un séminaire d'évaluation	1	5,3	5,9
Présentation centre CSI/Afrique dès le 1er jour	1	5,3	5,9
Publication d'un résultat d'une enquête	1	5,3	5,9
Relations avec les institutions	1	5,3	5,9
Relations de travail	1	5,3	5,9
Rôle des statistiques et développement humain	1	5,3	5,9
Secteur informel	1	5,3	5,9
Technique de communication	1	5,3	5,9
Travail décent	1	5,3	5,9
Répondants	17	89,5	100
Non -Répondants	2	10,5	
Total	19	100	

Question 4 : Propositions pouvant permettre d'améliorer le projet et sa mise en œuvre

Ci-dessous les différentes propositions faites par les participants.

Tableau 22

	Fréquence	Pourcentage	Pourcentage valide
Maintien des équipes actuelles	6	31,6	40,0
Chercher toujours des facilitateurs compétents comme ce fut le cas	2	10,5	13,3
Production de revue CSI-Afrique	2	10,5	13,3
Création de réseaux d'échanges entre chercheurs syndicaliste	1	5,3	6,7
Diversifier les sources de recrutement des personnes ressources	1	5,3	6,7
Multiplier les ateliers de renforcement des compétences	1	5,3	6,7
Organiser des activités de suivi-évaluation	1	5,3	6,7
Organiser des ateliers régionaux	1	5,3	6,7
Prendre un cas typique de recherche et traiter du bout en bout	1	5,3	6,7
Renforcer les compétences en recherche	1	5,3	6,7
Satisfaction totale	1	5,3	6,7
Soutien aux participants	1	5,3	6,7
Répondants	15	78,9	100
Non -Répondants	4	21,1	
Total	19	100	

Annexe 7 : Photo de famille

